Octobre 2021

**Note de fond sur la prochaine orientation thématique de l'Alliance Progressiste**

**LA PAIX EST PLUS QUE L'ABSENCE DE GUERRE**

Le retrait des États-Unis d'Afghanistan, après 20 ans d'une mission qui a commencé comme une opération de lutte contre le terrorisme, s'est transformée en une opération de changement de régime et s'est terminée comme un exercice de construction de la nation, a provoqué un ressentiment intense parmi les alliés et la communauté internationale. Des parlements aux groupes de réflexion en passant par les médias, le nouveau discours s'est imposé : Joe Biden a irresponsablement renoncé au leadership mondial de l'"Occident", ouvrant la voie à des puissances "non occidentales" telles que la Russie et la Chine pour s'affirmer comme des alternatives géopolitiques émergentes. La décision de Biden fait particulièrement mal parce que son élection a été considérée par les élites européennes comme un moyen de restaurer l'alliance transatlantique mise à mal par l'unilatéralisme agressif de son prédécesseur.

Pourtant, ces hypothèses ne tenaient pas compte de l'évolution des mentalités aux États-Unis. Des voix issues de tout l'éventail politique remettent de plus en plus en question le consensus pro-interventionniste qui a sous-tendu des décennies de politique étrangère américaine. Les présidents américains depuis Barack Obama ont tenté de mener une politique étrangère plus modérée. Pour des raisons différentes, ils n'y sont pas parvenus, mais le processus est bien engagé : le retrait d'Afghanistan en est un témoignage. Dans son discours, le président actuel, Joe Biden, a clairement indiqué qu'il ne s'agissait pas d'une démarche erratique visant à plaire à certains électeurs nationaux avant une date limite choisie arbitrairement. Bien au contraire, le discours a offert des aperçus significatifs de la nouvelle pensée à Washington. Le message le plus important était peut-être que les États-Unis laissent derrière eux l'époque où ils tentaient de refaire le monde par la force.

Qu'en est-il de tous ceux qui, pendant des décennies, ont considéré le lien transatlantique comme acquis, ou qui ont dépensé leur énergie à lutter contre les politiques agressives en faveur d'un nouvel ordre mondial ?

Collectivement, les institutions multilatérales, l'ONU in primis, n'ont pas réussi jusqu'à présent à remplir cette rhétorique avec une sorte de vision et d'action stratégiques cohérentes. Les réponses apportées ont été soit inadéquates, soit préjudiciables. D'une part, certains appellent à un transatlantisme idéologique d'avant 2016 dans le cadre d'une coopération revigorée avec les États-Unis, voire d'une subordination à ces derniers. Les dernières actions de Biden, en Afghanistan et dans l'Indo-Pacifique, exposent l'obsolescence et la naïveté d'une telle pensée.

À l'autre extrémité du spectre se trouve le concept d'"autonomie stratégique", que certains tentent de poursuivre en Europe, par exemple. Ce terme est chargé d'ambiguïtés et de flou, mais il est généralement perçu comme la capacité d'un bloc à fixer ses propres objectifs stratégiques et à les poursuivre de manière indépendante. Cependant, cette interprétation de l'"autonomie stratégique" ressemble trop souvent au rêve de l'ambition des nouvelles grandes puissances, étant donné l'accent mis sur la dimension militaire et les initiatives diplomatiques et sécuritaires unilatérales, par exemple au Moyen-Orient, dans le Golfe Persique et en Afrique.

Dans l'Union européenne, cette dernière tendance met en évidence la nécessité pour l'Europe de développer ses capacités militaires. Un nouveau consensus émerge autour de l'idée de l'Europe en tant que "puissance militaire" ou, selon les termes du haut représentant pour la politique étrangère Josep Borrell, d'une "Europe qui est à l'aise avec le langage de la puissance", c'est-à-dire comme l'utilisation des groupements tactiques de l'UE, la rationalisation industrielle du secteur de la défense, etc.

Ce qui manque toutefois dans la plupart de ces discussions, c'est l'orientation stratégique et la finalité de toutes ces activités. Sont-elles de nature purement défensive ou comprennent-elles également une intention offensive consistant à imposer des résultats politiques spécifiques dans des conflits hors du territoire de l'UE ? Dans ce dernier cas, quelle base juridique existe-t-il pour de telles opérations ? La liberté d'action de l'UE serait-elle soumise à l'accord des parties impliquées dans un conflit et/ou à l'autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), ou se réserverait-elle le droit d'intervenir en dehors de ces contraintes juridiques ?

En répondant à ces questions, l'UE, ainsi que les institutions internationales, ne doivent pas tomber dans le piège qui consiste à associer la crédibilité exclusivement, ou même principalement, à la puissance militaire.

Dans les régions qui présentent les défis de sécurité les plus aigus, la militarisation est susceptible d'affaiblir, et non de renforcer, notre influence progressive. Il y a aussi le fait que certains des pays les plus puissants ont une longue histoire d'ingérence colonialiste, qui susciterait inévitablement du ressentiment.

Comme le montre l'expérience des États-Unis, le fait d'accorder trop d'importance à la dimension militaire, outre ses résultats généralement désastreux dans les pays et régions concernés, entraîne des conséquences néfastes à plus long terme. Parmi celles-ci, citons la croissance du complexe militaro-industriel et des cohortes de politiciens, de médias, de groupes de réflexion et de lobbyistes qui ont tout intérêt à perpétuer le cycle de la militarisation. Cela renforce les inerties politiques et bureaucratiques, la pensée de groupe et la dégradation de l'expertise spécifique aux pays et aux régions. Cela dissuade de tirer les bonnes leçons des échecs politiques, crée une résistance au changement et garantit des résultats politiques constamment médiocres. Tôt ou tard, cela creuse le fossé entre les élites de la politique étrangère et le grand public, alimentant le populisme et le sentiment anti-élites. Un facteur très sous-estimé qui a contribué à l'élection de Trump en 2016 a été son opposition rhétorique aux "guerres éternelles".

Une stratégie alternative est possible. Elle devrait rejeter la voie de la militarisation et exploiter au contraire d'autres atouts (qui sont, soit dit en passant, un facteur de force traditionnel de l'UE) : négociations économiques et commerciales, soft power culturel, tradition de longue date d'engagement diplomatique, y compris avec des acteurs étatiques et non étatiques adverses. Une véritable autonomie stratégique ne consiste pas seulement à construire des chars et des avions, mais à forger une voie qui concerne autant les méthodes d'engagement international que les capacités et les moyens. Une fois les objectifs et les méthodes définis, les capacités seront développées en accord avec eux.

Les progressistes ont une responsabilité particulière dans l'articulation d'une vision qui éviterait l'accent excessif sur la militarisation, l'inertie d'une relation de subordination et, à l'autre extrême, une notion utopique selon laquelle personne n'a besoin d'une quelconque politique étrangère et de sécurité commune. Ce qu'il faut, ce sont des institutions multilatérales fortes fondées sur un réalisme progressif, combinant des valeurs, des intérêts et des moyens pragmatiques pour les faire progresser.

Les mouvements internationaux construits autour de "un autre monde est possible" ou "Vendredi pour le futur" pourraient constituer de puissants outils de sensibilisation si nous nous assurons que les progressistes de la planète associent, comme il se doit, la demande croissante d'un modèle de développement plus durable (Agenda 2030 de l'ONU) à un mouvement pour la paix renouvelé et fort, qui pourrait pousser vers un nouvel ordre mondial ambitieux basé sur le multilatéralisme, le dialogue et la coopération.

Voici quelques principes directeurs pour l'articulation d'une telle politique progressiste distinctive :

- Cohérence. La combinaison d'une reprise économique socialement juste, d'une adhésion stricte à l'État de droit, d'une véritable acceptation de la diversité et d'une politique de migration plus humaine et plus ouverte, d'une meilleure politique de développement et de coopération conduisant à des partenariats équitables est essentielle.

- Si vous voulez diriger, faites-le par l'exemple. La redécouverte du concept de leadership par l'exemple est étroitement liée au point précédent. Ceux qui se définissent comme une "communauté de valeurs" doivent reconnaître que ces valeurs ont été de plus en plus menacées au cours des dernières années. Si aucun État, ou communauté d'États, ne peut jamais atteindre la perfection, s'efforcer d'adhérer strictement aux valeurs déclarées est une condition indispensable pour inciter d'autres pays à vouloir imiter l'expérience des autres. Se focaliser sur les sanctions et les "moyens de pression" pour contraindre les adversaires géopolitiques perçus, diviser le monde en "bons" et "mauvais" acteurs ne fait qu'attiser le ressentiment et réduire les moyens de pression réels pour encourager un changement positif ;

- Dépenser plus intelligemment, pas plus. Une grande partie du débat sur l'autonomie stratégique repose sur l'idée que chacun devrait dépenser davantage pour sa défense. Cependant, dépenser "plus" n'est pas synonyme de dépenser mieux. Il n'y a pas de place pour la naïveté, mais cette réflexion devrait être axée sur le renforcement des capacités défensives, tant conventionnelles que non conventionnelles, telles que les cybermenaces, le terrorisme, la désinformation, les crimes financiers, le climat, les pandémies, etc. La priorité doit être donnée aux solutions diplomatiques plutôt que militaires ;

- Réaffirmer la valeur intrinsèque de la paix. L'objectif ultime de toute politique responsable est la paix. La notion de paix a fini par être associée à la faiblesse et à l'apaisement des "mauvais" acteurs. Les progressistes doivent récupérer la valeur de la paix et la rendre à nouveau respectable. Cela inclut la poursuite vigoureuse et l'amélioration des accords de contrôle des armes avec les États adverses. L'engagement et la négociation ne sont pas des symboles de faiblesse, mais de responsabilité, de retenue et de réalisme ;

- Maximiser les forces en rejetant la pensée "en silos". Le commerce, la coopération au développement et l'aide humanitaire, outre leur valeur intrinsèque, doivent être mis en harmonie avec les objectifs généraux de la politique étrangère dans le monde.

Cette liste est loin d'être exhaustive, et chaque point nécessite une réflexion plus approfondie et une élaboration détaillée. Il est impératif, cependant, que les progressistes saisissent l'élan des Etats-Unis vers plus de retenue pour développer un véritable récit multilatéral et réaliste de la politique étrangère, sans tomber dans les illusions de la géopolitique des "grandes puissances" ni dans un isolationnisme complaisant et replié sur lui-même. L'Alliance Progressiste, ses membres et ses partenaires, s'engagent à s'engager dans ce processus de réflexion jusqu'à la réunion du conseil stratégique de 2022.